

JCDecaux

Rapport financier semestriel 2016

28 juillet 2016

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2016	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2016.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2016	9
Perspectives.....	11
Transactions avec les parties liées	12
Facteurs de risques	13
Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2016	15
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	15
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	20
Rapport des Commissaires aux Comptes	27
Attestation de la personne responsable du rapport semestriel	29

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +10,8 % à 1 617,3 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +6,6 %, avec un 2^{ème} trimestre plus faible (+3,4 %)**
- **Marge opérationnelle ajustée de 264,5 millions d'euros, en baisse de -7,4 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 120,5 millions d'euros, en baisse de -10,5 %**
- **Résultat net part du Groupe de 80,4 millions d'euros, en hausse de +1,1 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 98,3 millions d'euros, en baisse de -10,0 %**
- **Chiffre d'affaires organique ajusté attendu en croissance modérée au 3^{ème} trimestre 2016**

Paris, 28 juillet 2016 – JCDecaux SA (Euronext Paris: DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2016.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2016, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Nous sommes heureux d'annoncer une croissance de 10,8 % de notre chiffre d'affaires du premier semestre 2016 à 1 617,3 millions d'euros. Notre croissance organique de 3,4 % au 2^{ème} trimestre est en ligne avec nos prévisions et conduit à une croissance organique de 6,6 % au 1^{er} semestre due, de nouveau, à une forte performance de toutes nos activités et géographies, ainsi qu'à notre portefeuille d'actifs digitaux premium. Notre chiffre d'affaires digital a continué de progresser très fortement et représente désormais 11,5 % de notre chiffre d'affaires total avec une contribution croissante de notre division Mobilier Urbain qui commence à bénéficier de l'installation de grands réseaux digitaux de Mobilier Urbain tels que Londres. D'autres villes, comme New York, Sydney et Stockholm, suivront dans la seconde moitié de l'année.

Comme prévu, notre marge opérationnelle a baissé à 16,4 % du chiffre d'affaires en raison, à la fois de l'intégration de CEMUSA, nécessitant une restructuration et des investissements opérationnels pour redresser l'activité, et de la structure du contrat du plus grand réseau d'abribus publicitaires au monde avec TfL à Londres. Ces deux décisions stratégiques ouvrent la voie à une accélération de la croissance de notre portefeuille digital dans certains des marchés publicitaires les plus importants au monde. La baisse de la marge du Mobilier Urbain a été partiellement compensée par une augmentation de la marge de notre division Affichage, principalement grâce à la contribution du Reste du Monde, dont l'intégration de notre plateforme d'affichage Grand Format en Afrique et la reprise de notre activité en Russie, tandis que la marge du Transport reste quasi-stable. La génération de cash-flow disponible est restée solide.

Après la finalisation de l'acquisition en avril, nous intégrons les activités en Amérique Latine d'OUTFRONT Media afin de renforcer notre position de n°1 dans cette région où nous sommes désormais présents dans 12 pays avec 62 000 faces publicitaires.

De plus, nous avons remporté le contrat emblématique des abribus publicitaires de Tokyo pour une durée de 15 ans. Nous détenons désormais un positionnement stratégique clé sur le 3^{ème} marché publicitaire mondial avec le seul réseau national de mobilier urbain publicitaire au cœur de 41 grandes villes nippones dont les 20 premières, représentant un total de plus de 8 000 faces publicitaires à maturité. En tant qu'inventeur de l'abribus publicitaire et numéro un mondial du Mobilier Urbain, nous sommes heureux d'avoir renouvelé Paris, remporté Londres, d'être devenus le partenaire de New York et d'équiper Tokyo.

Les révisions des prévisions de croissance du PIB pour 2016 ont confirmé le ralentissement économique mondial comme nous l'avions mentionné à la fin du 1^{er} trimestre avec l'incertitude supplémentaire de l'impact du Brexit. En

conséquence, nous nous attendons désormais à ce que notre croissance organique ajustée du 3^{ème} trimestre soit modérée.

Dans un paysage des médias de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre exposition grandissante aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains profitables de parts de marchés. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2016 est en hausse de +10,8 % à 1 617,3 millions d'euros contre 1 459,7 millions d'euros au premier semestre 2015. En base organique (i.e. en excluant l'impact négatif lié à la variation des taux de change et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +6,6 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est de +6,9 % au premier semestre 2016.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +7,2 % à 868,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +3,4 % par rapport au deuxième trimestre 2015. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de +3,8 % en organique au deuxième trimestre 2016.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2016			S1 2015			Variation 16/15		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	333,4	392,5	725,9	291,3	364,2	655,5	+14,5%	+7,8%	+10,7%
Transport	312,0	342,7	654,7	268,9	325,3	594,2	+16,0%	+5,3%	+10,2%
Affichage	103,1	133,6	236,7	88,8	121,2	210,0	+16,1%	+10,2%	+12,7%
Total	748,5	868,8	1 617,3	649,0	810,7	1 459,7	+15,3%	+7,2%	+10,8%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 16/15		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+9,7%	+2,4%	+5,7%
Transport	+12,9%	+5,9%	+9,0%
Affichage	+5,9%	0,0%	+2,5%
Total	+10,5%	+3,4%	+6,6%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2016	S1 2015	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	428,6	389,8	+10,0%	0,0%
Asie-Pacifique	387,9	364,6	+6,4%	+10,2%
France	310,4	299,8	+3,5%	+3,5%
Reste du Monde	183,8	145,4	+26,4%	+12,0%
Royaume-Uni	183,1	163,6	+11,9%	+18,5%
Amérique du Nord	123,5	96,5	+28,0%	+0,6%
Total	1 617,3	1 459,7	+10,8%	+6,6%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2016 est en hausse de +10,7 % à 725,9 millions d'euros (+5,7 % en organique), porté par une forte performance au Royaume-Uni, grâce au contrat des abribus de TfL, et en France. Le déploiement du plus grand réseau de mobilier urbain digital au monde avec 1 000 écrans 84 pouces à Londres est plus

long que prévu en raison de la complexité inhérente à l'installation de ce projet de construction impliquant plusieurs partenaires contractuels dans le modèle opérationnel de TfL. En conséquence, nous avons commencé le 3^{ème} trimestre 2016 avec 200 écrans (en ligne avec notre dernière prévision donnée dans notre communiqué financier du 1^{er} trimestre) au lieu des 500 de notre plan d'origine. La perte attendue des recettes publicitaires comparée à notre prévision initiale sera significative pour le plan de marche de notre activité de Mobilier Urbain au Royaume-Uni au 2^{ème} semestre 2016. Compte tenu de l'incertitude entourant l'impact du Brexit sur l'économie et les recettes publicitaires du Royaume-Uni, nous révisons le nombre d'écrans que nous déployons jusqu'à ce que nous soyons en mesure d'évaluer les conditions économiques et que nous ayons une meilleure visibilité. Nous sommes convaincus que l'augmentation dans les emplacements clés comme Oxford Street (rue commerçante la plus importante d'Europe), où nous opérons déjà 44 écrans, et d'autres zones commerciales importantes telles que Kensington & Chelsea, compenseront en partie, ces effets.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, croît de +6,8 % comparé au premier semestre 2015.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +7,8 % à 392,5 millions d'euros, soit une croissance organique de +2,4 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de +3,0 % au deuxième trimestre 2016 par rapport au deuxième trimestre 2015.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2016 augmente de +10,2 % et s'établit à 654,7 millions d'euros (+9,0 % en organique), porté par l'Asie-Pacifique (avec un ralentissement entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre en Grande Chine), le Reste du Monde, le Royaume-Uni et la France.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de +5,3 % à 342,7 millions d'euros, soit une croissance organique de +5,9 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre croît de +12,7 % à 236,7 millions d'euros (+2,5 % en organique), porté par le Reste du Monde avec une consolidation du marché en Russie. Celle-ci se poursuit à la suite des défauts de paiement des redevances des panneaux d'affichage Grand Format de Moscou de la part de certains opérateurs locaux ouvrant la voie à un démontage de leurs supports d'affichage et à des gains de part de marché. Enfin, le manque de consolidation en Europe Occidentale continue d'être un frein à la croissance du chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté est en hausse de +10,2 % à 133,6 millions d'euros, soit une croissance organique stable par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Au premier semestre 2016, la marge opérationnelle ajustée du Groupe baisse de -7,4 % à 264,5 millions d'euros contre 285,7 millions d'euros au premier semestre 2015. La marge opérationnelle ajustée représente 16,4 % du chiffre d'affaires, soit -320 points de base de moins que l'année dernière.

	S1 2016		S1 2015		Variation 16/15	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	162,6	22,4%	198,3	30,3%	-18,0%	-790pb
Transport	82,7	12,6%	75,8	12,8%	+9,1%	-20pb
Affichage	19,2	8,1%	11,6	5,5%	+65,5%	+260pb
Total	264,5	16,4%	285,7	19,6%	-7,4%	-320pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2016, la marge opérationnelle ajustée baisse de -18,0 % à 162,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -790 points de base à 22,4 % par rapport au premier semestre 2015, principalement impactée par l'intégration de CEMUSA, nécessitant une restructuration et des investissements opérationnels pour redresser l'activité, et par la structure du contrat du plus grand réseau d'abribus publicitaires au monde avec TfL à Londres.

Transport : Au premier semestre 2016, la marge opérationnelle ajustée augmente de +9,1 % à 82,7 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -20 points de base à 12,6 % par rapport au premier semestre 2015, principalement en raison de la concession des aéroports de CEMUSA en Espagne qui dégage une marge négative.

Affichage : Au premier semestre 2016, la marge opérationnelle ajustée augmente de +65,5 % à 19,2 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée croît de +260 points de base à 8,1 % par rapport au premier semestre 2015, portée par une contribution relative de Continental Outdoor Media et de la Russie.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2016, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation baisse de -10,5 %, et s'établit à 120,5 millions d'euros, contre 134,6 millions d'euros au premier semestre 2015. Il représente 7,5 % du chiffre d'affaires, soit -170 points de base de moins qu'au premier semestre 2015 (9,2 %). La consommation de pièces détachées de maintenance augmente légèrement au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en baisse comparées au premier semestre 2015, en raison d'une reprise de provision sur contrats relative au traitement comptable des acquisitions liée à CEMUSA. Les autres produits et charges opérationnels impactent le compte de résultat négativement, principalement en raison des coûts de restructuration liés au redressement de CEMUSA.

Aucune charge de dépréciation sur les actifs corporels et incorporels, le goodwill et les titres mis en équivalence n'a été enregistrée au premier semestre 2016, comme au premier semestre 2015. Une reprise de provision pour perte à terminaison de 0,6 million d'euros et une reprise d'amortissement des actifs corporels et incorporels de 0,1 million d'euros ont été comptabilisées au premier semestre 2016 (une reprise de provision pour perte à terminaison de 1,2 million d'euros avait été comptabilisée au premier semestre 2015).

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -10,8 % à 121,2 millions d'euros comparé à 135,8 millions d'euros au premier semestre 2015.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2016, le résultat financier est de -13,2 millions d'euros contre -13,1 millions d'euros au premier semestre 2015.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2016, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 45,7 millions d'euros, en hausse par rapport au premier semestre 2015 (29,4 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2016, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation augmente de +1,8 % et s'établit à 80,0 millions d'euros, contre 78,6 millions d'euros au premier semestre 2015.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe augmente de +1,1 % à 80,4 millions d'euros comparé à 79,5 millions d'euros au premier semestre 2015.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2016, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 78,9 millions d'euros, comparés à 107,9 millions d'euros au premier semestre 2015 avec les investissements liés aux aribus de Paris.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2016, le cash-flow disponible ajusté est de 98,3 millions d'euros comparé à 109,2 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette baisse est due à une marge opérationnelle plus faible, nuancée par une amélioration de la gestion du besoin en fonds de roulement et par des investissements moins importants. La génération de cash-flow disponible est restée solide.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,56 euro par action au titre de l'exercice 2015, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 19 mai 2016, a été versé le 26 mai 2016 pour un montant total de 118,9 millions d'euros.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 30 juin 2016 est de 547,0 millions d'euros comparée à une dette nette de 62,7 millions d'euros au 30 juin 2015.

ÉMISSION OBLIGATAIRE

JCDecaux a placé avec succès 750 millions d'euros d'obligations à 7 ans, à échéance 1^{er} juin 2023. La marge a été fixée à 80 points de base au-dessus du taux de swap, ce qui porte le coupon à 1,000 %. Sursouscrit plus de 3 fois, cet emprunt obligataire a été placé rapidement auprès d'investisseurs de grande qualité.

Le produit de cette émission sera dédié aux besoins généraux de financement et, en particulier, en prévision de l'échéance de l'emprunt obligataire actuel en février 2018 pour 500 millions d'euros.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continuent d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées » qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS. Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

Au premier semestre 2016, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -202,6 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-172,0 millions d'euros au premier semestre 2015) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 414,7 millions d'euros (1 287,7 millions d'euros au premier semestre 2015).
- -54,6 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-45,4 millions d'euros au premier semestre 2015) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 209,9 millions d'euros (240,3 millions d'euros au premier semestre 2015).
- -45,8 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-32,9 millions d'euros au premier semestre 2015) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 74,7 millions d'euros (101,7 millions d'euros au premier semestre 2015).
- -45,8 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-32,9 millions d'euros au premier semestre 2015) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 75,4 millions d'euros (102,9 millions d'euros au premier semestre 2015).
- +5,4 millions d'euros sur les investissements ajustés (+19,4 millions d'euros au premier semestre 2015) ; les investissements IFRS sont donc de 73,5 millions d'euros (88,5 millions d'euros au premier semestre 2015).
- -36,7 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-13,7 millions d'euros au premier semestre 2015) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 61,6 millions d'euros (95,5 millions d'euros au premier semestre 2015).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 8 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,0 million d'euros au premier semestre 2016 et +3,6 millions d'euros au premier semestre 2015).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2016			S1 2015		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	1 617,3	(202,6)	1 414,7	1 459,7	(172,0)	1 287,7
Charges d'exploitation nettes	(1 352,8)	148,0	(1 204,8)	(1 174,0)	126,6	1 047,4
Marge opérationnelle	264,5	(54,6)	209,9	285,7	(45,4)	240,3
Pièces détachées de maintenance	(21,6)	0,5	(21,1)	(20,1)	0,5	(19,6)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(98,4)	8,3	(90,1)	(124,0)	11,8	(112,2)
Autres produits et charges opérationnels	(24,0)	-	(24,0)	(7,0)	0,2	(6,8)
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	120,5	(45,8)	74,7	134,6	(32,9)	101,7
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	0,7	-	0,7	1,2	-	1,2
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	121,2	(45,8)	75,4	135,8	(32,9)	102,9

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	S1 2016			S1 2015		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	160,7	(24,8)	135,9	210,0	1,5	211,5
Variation du besoin en fonds de roulement	16,5	(17,3)	(0,8)	7,1	(34,6)	(27,5)
Flux nets des activités opérationnelles	177,2	(42,1)	135,1	217,1	(33,1)	184,0
Investissements	(78,9)	5,4	(73,5)	(107,9)	19,4	(88,5)
Cash-flow disponible	98,3	(36,7)	61,6	109,2	(13,7)	95,5

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

Principaux contrats remportés

- **Asie-Pacifique**

En avril, JCDecaux a annoncé le renouvellement pour 5 ans de sa concession publicitaire avec l'aéroport de Changi à Singapour, de 2018 à 2022. La concession actuelle s'achève en décembre 2017.

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 %, JCDecaux Transport (Hong Kong), a remporté à la suite d'un appel d'offres la concession publicitaire de l'Aéroport International de Hong Kong pour une durée de cinq ans, à compter du 9 avril 2016.

- **France**

En mars, JCDecaux a annoncé avoir renouvelé avec SNCF Réseau, à la suite d'un appel d'offres, la convention d'occupation relative à la mise à disposition d'emplacements publicitaires « hors gare » pour une durée de 8 ans.

En mai, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Airport, sa filiale numéro un mondial de la publicité dans les aéroports, a renouvelé, suite à un appel d'offres, sa concession publicitaire pour 10 ans avec la société Aéroports de la Côte d'Azur et ses filiales. Ce nouveau contrat qui inclut l'Aéroport Nice Côte d'Azur, y compris son terminal Aviation d'affaires et son terminal hélicoptères ainsi que les aéroports de Cannes-Mandelieu, Saint-Tropez et le Terminal Sky Valet au Bourget, démarrera en janvier 2017 (janvier 2018 pour l'aéroport de Saint-Tropez).

En juin, à l'issue d'une consultation du Comité Champs-Élysées, JCDecaux a déployé, à la veille de l'UEFA Euro 2016, un accès Wi-Fi disponible en extérieur depuis la Place de l'Étoile jusqu'au Rond-point des Champs-Élysées. Wi-Fi Champs-Élysées bénéficie d'une couverture optimale grâce à la complémentarité géographique des implantations de bornes Wi-Fi dans les commerces (boutiques, cafés et restaurants) et les Colonnes Morris® de JCDecaux, idéalement positionnées le long de l'Avenue.

- **Royaume-Uni**

En février, JCDecaux a annoncé avoir remporté le contrat des abribus publicitaires du Royal Borough de Kensington et Chelsea.

- **Reste du Monde**

En mai, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat des horloges intelligentes publicitaires de Montevideo en Uruguay, pour une durée de 15 ans.

- **Amérique du Nord**

En mars, JCDecaux a annoncé avoir remporté un contrat de 10 ans pour la concession publicitaire et de sponsoring de l'aéroport international de Dallas Fort Worth. Ce nouveau programme inclura 75 % de dispositifs publicitaires digitaux, notamment un réseau d'écrans digitaux 70 pouces, de spectaculaires murs vidéo haute définition et des guides interactifs dans les zones de réception des bagages.

Acquisitions, cessions et prise de participations

- **France**

En juin, JCDecaux s'est vu au regret de devoir décider de ne pas poursuivre l'opération d'augmentation de sa participation dans le groupe Metrobus de 33% à 100%, dont l'intérêt économique et stratégique dans un marché publicitaire en pleine transformation numérique est remis en cause par les exigences trop importantes de l'Autorité. JCDecaux avait pourtant proposé des engagements significatifs confortés par le test de marché.

- **Reste du Monde**

En avril, JCDecaux SA a annoncé que ses filiales JCDecaux Latin America/Corameq, détenues à 85% par JCDecaux SA, ont finalisé l'acquisition de 100% de l'activité d'OUTFRONT Media Inc en Amérique latine, groupe présent en affichage grand format, affichage publicitaire des bus et également en mobilier urbain publicitaire.

En juin, JCDecaux et Caracol Televisión, numéro un en audience télévisée en Colombie ont annoncé avoir conclu une alliance stratégique. Caracol TV prendra une participation de 25% dans le capital de la filiale colombienne, Eucol.

Autres faits marquants

- **Groupe**

En mai, JCDecaux a annoncé avoir placé 750 millions d'euros d'obligations à 7 ans, à échéance 1^{er} juin 2023. La marge a été fixée à 80 points de base au-dessus du taux de swap ce qui porte le coupon à 1,000 %. Sursouscrit plus de 3 fois, cet emprunt obligataire a été placé rapidement auprès d'investisseurs de grande qualité.

- **France**

En janvier, JCDecaux a annoncé la nomination de Bertrand Allain, suite au départ en retraite de Patrick Gourdeau, Directeur Juridique Groupe, le 31 mai 2016. Bertrand Allain qui a rejoint JCDecaux au 1^{er} février 2016, assume les fonctions de Directeur Juridique Groupe depuis le 1^{er} juin 2016.

- **Amérique du Nord**

En janvier, JCDecaux et Verizon Wireless, l'opérateur du réseau mobile américain le plus fiable avec 108,6 millions d'abonnements mobiles dans l'ensemble du pays, ont annoncé la signature d'un contrat pluriannuel pour le déploiement de small cells 4G LTE intégrées au mobilier urbain de JCDecaux aux États-Unis.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2016, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Les révisions des prévisions de croissance du PIB pour 2016 ont confirmé le ralentissement économique mondial comme nous l'avions mentionné à la fin du 1^{er} trimestre avec l'incertitude supplémentaire de l'impact du Brexit. En conséquence, nous nous attendons désormais à ce que notre croissance organique ajustée du 3^{ème} trimestre soit modérée. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 7 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés » en page 26 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité de la publicité

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité. Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

2. Risques encourus dans le cadre de l'activité

- Réputation du Groupe :

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux marchés des collectivités locales. Dès 2001, le Groupe a mis en place des règles éthiques applicables à l'ensemble de ses activités, et les a régulièrement revues depuis, tout en assurant leur large diffusion au sein de ses filiales.

- Dépendance à l'égard des dirigeants :

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés. La perte de l'un d'entre eux pourrait l'affecter durablement.

- Risques liés aux contrats de droit public :

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des marchés publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger. Ces équipes analysent le contenu des appels d'offres et s'assurent du strict respect des procédures et des cahiers des charges émis par les pouvoirs adjudicateurs.

- Risques liés à l'évolution de la réglementation applicable :

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

3. Risques liés à la réglementation applicable en matière de concurrence

La politique de croissance externe du Groupe repose en partie sur l'acquisition de sociétés ayant pour activité la communication extérieure, pour lesquelles il convient généralement d'obtenir l'autorisation préalable des autorités nationales ou européennes de la concurrence.

Dans le cadre de leurs activités, les sociétés du Groupe exercent ou peuvent faire l'objet, à l'initiative de concurrents, du fait de leurs positions fortes sur le marché, d'actions auprès des autorités nationales de la concurrence.

4. Risques juridiques

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges, notamment relatifs à certains de ses contrats avec ses concédants et aux relations avec ses fournisseurs.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, dont la Société est informée y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

5. Risques couverts par des Assurances

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il les exerce, la politique du Groupe est de couvrir ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

6. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion.

Afin d'améliorer de façon continue la sécurité de nos Systèmes Informatiques et de limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur nos métiers, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués.

Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, contre la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

8. Risques politiques

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut être exposé à des risques politiques tels que la confiscation de biens ou l'interdiction de rapatriement de fonds.

Pour le second semestre 2016, le Groupe reste soumis aux facteurs de risques habituels et propres à son activité tels que décrit ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2016**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2016	31/12/2015
Goodwill	§ 4.1	1 377,0	1 271,6
Autres immobilisations incorporelles		285,5	300,2
Immobilisations corporelles		1 090,1	1 173,1
Titres mis en équivalence		486,2	489,3
Investissements financiers		0,7	0,8
Autres actifs financiers		108,1	108,5
Impôts différés actif	§ 4.2	122,4	48,6
Créances d'impôts sur les sociétés		1,5	1,2
Autres créances		26,7	32,9
ACTIFS NON COURANTS		3 498,2	3 426,2
Autres actifs financiers		5,3	10,3
Stocks		132,5	99,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	5,0	3,4
Clients et autres débiteurs		895,7	887,1
Créances d'impôts sur les sociétés		30,0	17,0
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.5	54,2	77,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.5	768,3	233,2
ACTIFS COURANTS		1 891,0	1 328,6
TOTAL DES ACTIFS		5 389,2	4 754,8

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2016	31/12/2015
Capital		3,2	3,2
Primes		594,7	587,0
Réserves consolidées		1 604,4	1 492,6
Résultat net part du Groupe		80,4	233,9
Autres éléments des capitaux propres		-23,7	25,7
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 259,0	2 342,4
Participations ne donnant pas le contrôle		-9,4	-18,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.3	2 249,6	2 324,2
Provisions	§ 4.4	412,4	302,4
Impôts différés passif	§ 4.2	95,0	80,0
Dettes financières	§ 4.5	1 287,8	524,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.6	89,0	86,9
Autres créditeurs		17,3	9,9
PASSIFS NON COURANTS		1 901,5	1 003,5
Provisions	§ 4.4	78,1	41,2
Dettes financières	§ 4.5	71,7	175,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.6	19,4	33,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	1,5	0,2
Fournisseurs et autres créditeurs		1 028,6	1 118,8
Passifs d'impôt exigible		25,3	42,8
Concours bancaires	§ 4.5	13,5	14,8
PASSIFS COURANTS		1 238,1	1 427,1
TOTAL DES PASSIFS		3 139,6	2 430,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		5 389,2	4 754,8

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2016	1er semestre 2015
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 414,7	1 287,7
Coûts directs d'exploitation	-968,6	-831,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-236,2	-216,3
MARGE OPÉRATIONNELLE	209,9	240,3
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-89,4	-111,0
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-21,1	-19,6
Autres produits opérationnels	4,2	1,9
Autres charges opérationnelles	-28,2	-8,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 4.7	75,4
Produits financiers	3,1	5,9
Charges financières	-17,3	-15,4
RÉSULTAT FINANCIER ⁽¹⁾	§ 4.8	-14,2
Impôts sur les bénéfices	§ 4.9	-20,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.10	45,7
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	86,5	92,2
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	86,5	92,2
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 4.11	6,1
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	80,4	79,5
Résultat de base par action (en euros)	0,378	0,354
Résultat dilué par action (en euros)	0,378	0,354
Nombre moyen pondéré d'actions	212 445 454	224 353 599
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	212 772 099	224 789 653

(1) Hors effet relatif aux puts, le résultat financier ressort à -13,2 millions d'euros sur le premier semestre 2016, contre -13,1 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2016	1er semestre 2015
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	86,5	92,2
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾	-38,2	75,7
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger	3,9	-0,5
Couverture des flux de trésorerie	1,4	-0,9
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,0	0,2
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-0,6	21,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-33,5	96,4
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-13,8	0,0
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	3,7	-0,1
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-6,4	-2,2
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-16,5	-2,3
Total des autres éléments du résultat global	-50,0	94,1
RÉSULTAT GLOBAL	36,5	186,3
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	5,6	14,3
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	30,9	172,0

(1) Sur le premier semestre 2016, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -28,7 millions d'euros sur le Royaume-Uni. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 1,9 million d'euros suite aux variations de périmètre.
Sur le premier semestre 2015, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 23,8 millions d'euros sur le Royaume-Uni et 21,2 millions d'euros sur Hong Kong.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Écarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2015 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 064,7	0,0	1 608,9	0,9	-0,1	27,1	0,9	-43,6	0,8	-14,0	2 663,0	-23,6	2 639,4
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	16,3		-0,3							0,0	16,0	0,6	16,6
Actions propres ⁽³⁾														
Achat			-502,4								0,0	-502,4		-502,4
Annulation											0,0	0,0		0,0
Distributions de dividendes				-112,0							0,0	-112,0	-8,3	-120,3
Paiements en actions		1,5									0,0	1,5		1,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽⁴⁾											0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁵⁾				0,1							0,0	0,1	12,4	12,5
Résultat de l'ensemble consolidé				79,5							0,0	79,5	12,7	92,2
Autres éléments du Résultat global					-0,9		95,7		-2,3		92,5	92,5	1,6	94,1
Résultat global	0,0	0,0	0,0	79,5	-0,9	0,0	95,7	0,0	-2,3	0,0	92,5	172,0	14,3	186,3
Autres				0,2							0,0	0,2		0,2
Capitaux propres au 30 juin 2015	3,4	1 082,5	-502,4	1 576,4	0,0	-0,1	122,8	0,9	-45,9	0,8	78,5	2 238,4	-4,6	2 233,8

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21.

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et l'octroi d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(3) Dans le cadre de l'OPAS : rachat d'actions propres pour 502,4 millions d'euros (dont 2,4 millions d'euros de frais nets d'impôt liés à l'offre).

(4) Les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour +3,6 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

(5) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 70 % du groupe Continental Outdoor Media.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Écarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2016	3,2	587,0	0,0	1 726,5	0,3	-0,1	69,6	0,9	-45,8	0,8	25,7	2 342,4	-18,2	2 324,2
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	5,7									0,0	5,7	0,2	5,9
Distributions de dividendes				-118,9							0,0	-118,9	-9,4	-128,3
Paiements en actions		2,0									0,0	2,0		2,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	13,3	13,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-3,3							0,0	-3,3	-1,0	-4,3
Résultat de l'ensemble consolidé				80,4							0,0	80,4	6,1	86,5
Autres éléments du Résultat global					1,4		-34,4		-16,5		-49,5	-49,5	-0,5	-50,0
Résultat global	0,0	0,0	0,0	80,4	1,4	0,0	-34,4	0,0	-16,5	0,0	-49,5	30,9	5,6	36,5
Autres				0,1			0,1				0,1	0,2	0,1	0,3
Capitaux propres au 30 juin 2016	3,2	594,7	0,0	1 684,8	1,7	-0,1	35,3	0,9	-62,3	0,8	-23,7	2 259,0	-9,4	2 249,6

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(2) Exercice d'un engagement d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,0 million d'euros sur le premier semestre 2016.

(3) Mouvements de périmètre suite principalement à la cession sans perte de contrôle de titres dans une société en Amérique Latine et au rachat de participations ne donnant pas le contrôle dans une société en Europe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

		1er semestre 2016	1er semestre 2015
<i>En millions d'euros</i>			
Résultat net avant impôts		106,9	122,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.10	-45,7	-29,4
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		36,4	51,8
Charges liées aux paiements en actions		2,0	1,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions		83,4	110,3
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre		1,5	0,1
Charges nettes d'actualisation		3,2	-1,0
Intérêts financiers nets		6,7	5,5
Dérivés financiers, résultat de change et autres		-6,6	13,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-0,8	-27,5
Variation des stocks		-33,0	-12,4
Variation des clients et autres créances		-0,4	-31,7
Variation des fournisseurs et autres dettes		32,6	16,6
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		187,0	247,1
Intérêts financiers payés		-14,2	-15,9
Intérêts financiers reçus		2,7	3,8
Impôt sur le résultat payé		-40,4	-51,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		135,1	184,0
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-74,6	-94,0
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾		-84,6	-92,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-3,8	-23,2
Total Investissements		-163,0	-209,5
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		1,1	5,5
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾		0,0	1,5
Cessions d'autres immobilisations financières		7,6	2,0
Total Désinvestissements		8,7	9,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS		-154,3	-200,5
Distribution mise en paiement		-128,3	-120,3
Rachat d'actions propres		0,0	-2,4
Décaissements sur acquisitions de titres de participations ne donnant pas le contrôle		-14,0	-0,2
Remboursement d'emprunts à long terme		-80,8	-170,3
Remboursement de contrats de location financement		-3,9	-4,0
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie		22,9	0,0
Besoin de trésorerie (Financement)		-204,1	-297,2
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		1,4	0,0
Augmentation des capitaux propres		5,9	16,6
Augmentation des emprunts à long terme		753,6	10,2
Dégagement de trésorerie (Financement)		760,9	26,8
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT		556,8	-270,4
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		537,6	-286,9
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.5	218,4	783,2
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-1,2	14,4
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 4.5	754,8	510,7

(1) Dont 3,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2016 contre 10,8 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2015.

(2) Dont 768,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 13,5 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2016 contre respectivement 526,2 millions d'euros et 15,5 millions d'euros au 30 juin 2015.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Le 1^{er} avril 2016, le Groupe a finalisé via ses filiales JCDecaux Latin America/Corameq détenues à 85% par JCDecaux SA, l'acquisition de 100% de l'activité d'Outfront Media Inc. en Amérique latine, groupe présent en affichage grand format, affichage publicitaire des bus et également en mobilier urbain publicitaire. Avec désormais plus de 62 000 faces dans 12 pays d'Amérique Latine, JCDecaux consolide sa position dans les 3 principaux marchés publicitaires de la région, le Brésil, le Mexique, l'Argentine, ainsi qu'au Chili et en Uruguay.

Le 26 mai 2016, le Groupe a annoncé avoir placé 750 millions d'euros d'obligations à 7 ans, à échéance 1^{er} juin 2023. Le produit de cette émission sera dédié aux besoins généraux de financement et en particulier en prévision de l'échéance de l'emprunt obligataire actuel en février 2018 pour 500 millions d'euros.

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2016, arrêtés par le Directoire du 22 juillet 2016, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels 2016 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- L'amendement à IAS 1 « Initiative informations à fournir » ;
- Les amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- L'amendement à l'IAS 19 « Cotisations des membres du personnel » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2010-2012 ;
- Les amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2012-2014.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2016, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne. L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

En l'absence d'indice de perte de valeur entraînant une dépréciation des actifs, le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2016 de perte de valeur sur les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2016 est de 2,75 % pour le Royaume-Uni (contre 3,7 % au 31 décembre 2015) et de 1,2 % pour la zone Euro (contre 2,1 % au 31 décembre

2015). Le taux d'actualisation des provisions pour démontage et des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 1,1% (contre 1,5 % au 31 décembre 2015).

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2016

La principale variation de périmètre intervenue au cours du premier semestre 2016 est la suivante :

Acquisition (prise de contrôle)

Le 1^{er} avril 2016, les filiales JCDecaux Latin America/Corameq détenues à 85% par JCDecaux SA ont finalisé l'acquisition de 100% de l'activité d'Outfront Media Inc. en Amérique Latine. Le groupe Outfront Media est consolidé en intégration globale.

2.2. Effets des acquisitions

La prise de contrôle de l'activité latino-américaine d'Outfront Media réalisée au cours du premier semestre 2016 et l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition du groupe Cemusa acquis fin 2015 ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés semestriels 2016 du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>	Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition	
Actifs non courants		3,4
Actifs courants		14,6
Total Actif		18,0
Passifs non courants		101,7
Passifs courants		-45,6
Total Passif		56,1
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	-38,1
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	4,0
Contrepartie totale transférée	(c)	84,7
- dont prix d'acquisition		84,7
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	126,8
- dont goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	0,2
Goodwill IFRS ⁽¹⁾	(f)=(d)-(e)	126,6
Prix d'acquisition		-84,7
Trésorerie nette acquise		3,9
Acquisitions de titres de participation sur la période		-80,8

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions 2016.

L'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de Cemusa n'a pas d'impact significatif sur le compte de résultat 2015 ; cet impact non significatif est comptabilisé dans le compte de résultat du premier semestre 2016.

Les principales incidences au compte de résultat de la période, de la remise à la juste valeur des actifs et contrats à la date d'acquisition de Cemusa, concernent notamment la rubrique des « Dotations aux amortissements et provisions nettes » et figurent au paragraphe 4.7 « Résultat d'exploitation ».

Les valeurs des actifs et des passifs acquis ainsi que le goodwill afférent à l'opération d'acquisition d'Outfront Media en 2016 sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle. L'impact de cette acquisition sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 10,3 millions d'euros et de -3,4 millions d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si cette acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2016 serait une hausse de 10,1 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 4,7 millions d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en

ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.1. Par secteur opérationnel

3.1.1. Sur le premier semestre 2016

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	725,9	654,7	236,7	1 617,3
Marge opérationnelle	162,6	82,7	19,2	264,5
Résultat d'exploitation	56,1	63,9	1,2	121,2
Investissements corporels et incorporels nets	58,3	12,0	8,6	78,9

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 617,3	-202,6	1 414,7
Marge opérationnelle	264,5	-54,6	209,9
Résultat d'exploitation	121,2	-45,8	75,4
Investissements corporels et incorporels nets	78,9	-5,4	73,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -202,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -209,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +7,1 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 414,7 millions d'euros.

3.1.2. Sur le premier semestre 2015

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2015 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	655,5	594,2	210,0	1 459,7
Marge opérationnelle	198,3	75,8	11,6	285,7
Résultat d'exploitation	88,1	52,5	-4,8	135,8
Investissements corporels et incorporels nets	72,0	23,6	12,3	107,9

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 459,7	-172,0	1 287,7
Marge opérationnelle	285,7	-45,4	240,3
Résultat d'exploitation	135,8	-32,9	102,9
Investissements corporels et incorporels nets	107,9	-19,4	88,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -172,0 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -178,8 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 287,7 millions d'euros.

3.2. Par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2016

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Royaume-Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	428,6	387,9	310,4	183,1	183,8	123,5	1 617,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

3.2.2. Sur le premier semestre 2015

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2015 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Royaume-Uni	Reste de monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	389,8	364,6	299,8	163,6	145,4	96,5	1 459,7

(1) Hors France et Royaume-Uni.

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2016

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	177,2	-42,1	135,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16,5	-17,3	-0,8
Investissements corporels et incorporels nets	-78,9	5,4	-73,5
Cash-Flow Disponible	98,3	-36,7	61,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.3.2. Sur le premier semestre 2015

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2015 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	217,1	-33,1	184,0
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	7,1	-34,6	-27,5
Investissements corporels et incorporels nets	-107,9	19,4	-88,5
Cash-Flow Disponible	109,2	-13,7	95,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Goodwill

Les goodwill passent de 1 271,6 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 1 377,0 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une augmentation de 105,4 millions d'euros liée principalement aux goodwill générés et détaillés au paragraphe 2.2 « Effets des acquisitions » et aux variations de change.

4.2. Impôts différés nets

Les impôts différés actif nets des impôts différés passif s'élèvent à 27,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre -31,4 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette augmentation de 58,8 millions d'euros s'explique principalement par l'activation d'impôts différés sur la remise à la juste valeur des actifs corporels et incorporels et sur les provisions pour pertes à terminaison constatés suite à l'allocation du prix d'acquisition du groupe Cemusa.

4.3. Capitaux propres

Au 30 juin 2016, le capital s'établit à 3 240 205,36 euros divisé en 212 543 382 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1^{er} janvier 2016 et au 30 juin 2016 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2016	212 299 238
Emission d'actions suite aux levées d'options	244 144
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2016	212 543 382

Le 17 février 2016, 866 903 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 34,01 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 2,0 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

L'Assemblée Générale du 19 mai 2016 a décidé le versement d'un dividende de 0,56 euro pour chacune des 212 299 238 actions composant le capital social au 31 décembre 2015. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée sur la ligne « Impôts sur les bénéfices » au compte de résultat.

4.4. Provisions

Les provisions s'élèvent à 490,5 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 343,6 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette augmentation de 146,9 millions d'euros s'explique principalement par les provisions pour perte à terminaison constatées au bilan d'ouverture des entités Cemusa pour 138,7 millions d'euros et reprises à hauteur de 30,5 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

4.5. Dette Financière

En millions d'euros	30/06/2016			31/12/2015			
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	71,7	1 287,8	1 359,5	175,5	524,3	699,8
Instrument financiers actifs		-5,0		-5,0	-3,4		-3,4
Instrument financiers passifs		1,5		1,5	0,2		0,2
Instrument financiers de couverture	(2)	-3,5	0,0	-3,5	-3,2	0,0	-3,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		768,3		768,3	233,2		233,2
Concours bancaires		-13,5		-13,5	-14,8		-14,8
Trésorerie nette	(3)	754,8	0,0	754,8	218,4	0,0	218,4
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	54,2	0,0	54,2	77,7		77,7
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+ (2)-(3)- (4)	-740,8	1 287,8	547,0	-123,8	524,3	400,5

(*) Au 30 juin 2016, le Groupe dispose de 768,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 233,2 millions d'euros au 31 décembre 2015). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,7 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2016, contre 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2016 sont constitués de 42,5 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 42,3 millions d'euros au 31 décembre 2015) et de 11,7 millions d'euros (contre 35,4 millions d'euros au 31 décembre 2015) de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait du coût amorti est le suivant (retraitements IAS 39) :

En millions d'euros	30/06/2016			31/12/2015			
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total	
Dette financière brute au bilan	(1)	71,7	1 287,8	1 359,5	175,5	524,3	699,8
Impact du coût amorti		2,3	6,3	8,6		5,5	5,5
Revalorisation IAS 39	(2)	2,3	6,3	8,6	0,0	5,5	5,5
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	74,0	1 294,1	1 368,1	175,5	529,8	705,3

La dette financière du Groupe comprend principalement deux emprunts obligataires émis par JCDecaux SA de respectivement 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018 et 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023.

Au 30 juin 2016, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros. La maturité de cette ligne a été étendue à juillet 2021 suite à l'exercice d'une première option d'extension en mai 2016. L'extension est effective à partir de juillet 2016. Le contrat prévoit une deuxième option d'extension d'une année, exerçable en 2017.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 30 juin 2016, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 4 juillet 2016, et celle de Standard and Poor's du 17 novembre 2015), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

4.6. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 108,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 120,7 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une diminution de 12,3 millions d'euros qui correspond à l'exercice d'un put compensé par l'effet de revalorisation et d'actualisation des engagements.

4.7. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2016, le résultat d'exploitation s'élève à 75,4 millions d'euros contre 102,9 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Cette diminution est liée à la baisse de la marge opérationnelle compensée partiellement par une diminution des charges nettes comptabilisées entre cet agrégat et le résultat d'exploitation. Ces dernières comprennent une reprise de provisions pour perte à terminaison de 31,6 millions d'euros sur le premier semestre 2016 (dont 31,0 millions d'euros de reprises de provisions pour perte à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions et relatives pour l'essentiel à Cemusa) contre une reprise de provisions pour perte à terminaison de 1,2 million d'euros sur le premier semestre 2015 ; cet effet positif est partiellement compensé par une augmentation des charges non récurrentes sur le premier semestre 2016.

4.8. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2016, le résultat financier s'élève à -14,2 millions d'euros contre -9,5 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Cette baisse est principalement liée à la hausse des charges nettes d'actualisation pour 4,2 millions d'euros dont 4,6 millions d'euros sur les dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

4.9. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -20,4 millions d'euros contre une charge d'impôt de -30,6 millions d'euros sur le premier semestre 2015 en lien avec la baisse du résultat avant impôt du Groupe. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 33,3 % sur le premier semestre 2016 contre 32,8 % sur le premier semestre 2015. Retraité de l'effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 32,8 % sur le premier semestre 2016 contre 34,1 % sur le premier semestre 2015.

4.10. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2016, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 13,3 millions d'euros contre 9,0 millions d'euros sur le premier semestre 2015, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 32,4 millions d'euros sur le premier semestre 2016 contre 20,4 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

4.11. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 6,1 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 contre 12,7 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Cette diminution est liée principalement à la hausse des charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagement de rachat de minoritaires.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'écart significatif au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015, est une augmentation de l'ordre de 350 millions d'euros des engagements d'achats d'immobilisations, de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante. Cette augmentation est essentiellement liée aux gains et renouvellements de contrats, partiellement compensés par les paiements de loyers et redevances, les acquisitions d'immobilisations ainsi que les variations de change intervenus sur le premier semestre 2016.

6. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2016 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2016.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2016, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2015. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2015.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des états financiers consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les états financiers consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Pierre

Gilles Puissochet

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-Charles Decaux

Président du Directoire et Codirecteur Général